

Michel Husson, membre du collectif
des Economistes atterrés :

«On attaque le noyau dur du salariat»

Que faire face au chômage ? Selon Michel Husson, membre de l'Institut de recherches économiques et sociales (Ires) et du collectif des Economistes atterrés, c'est au niveau européen que se trouve la solution pour l'emploi.

D'où viennent les 41 000 nouveaux chômeurs de catégorie A ?

Au début de la crise, intérim et CDD ont servi de variables d'ajustement. Désormais, on attaque le noyau dur du salariat. C'est l'effet de centaines de plans sociaux, dont les plus gros, comme PSA, sont encore dans les tuyaux. La courbe du chômage est à double sommet, comme celle de la croissance est à double creux depuis le début de la crise : les deux sont liés par une relation inverse.

Le chômage de longue durée est en forte augmentation... Il y a un terrible phénomène d'incrustation du chômage. Beaucoup de gens sont durablement éloignés du marché du travail, et leur retour y sera difficile : en chemin, ils perdent des qualifications. Ce phénomène marque la force de travail de manière irréversible. Même si le chômage se stabilisait, voire baissait, ses conséquences se feraient encore sentir. Voilà qui contredit l'idée selon laquelle l'austérité n'est qu'un mauvais moment à passer avant de repartir sur des bases saines.

Quelles sont les perspectives pour les prochains mois ?

Dans la mesure où les prévisions de croissance restent quasi-nulles, la tendance ne s'inversera pas. En France, la politique d'austérité est symbolisée par l'objectif du retour à 3% de déficit budgétaire en 2013. Comme en Espagne et en Italie, ce chiffre ne peut être atteint qu'au prix d'une restriction budgétaire et, donc, d'une nouvelle poussée du chômage. Il faut l'abandonner.

Le gouvernement va créer 150 000 « emplois d'avenir » à destination des jeunes peu qualifiés. Une bonne idée ?

Les emplois d'avenir, c'est un cautère sur une jambe de bois. Le principal problème est leur financement, qui va impliquer beaucoup de collectivités déjà très mal en point. Le dispositif risque d'avoir du mal à monter en puissance, d'autant que, selon l'OFCE, il coûtera plus cher que le milliard et demi d'euros annoncé. Depuis 1975, 80 types de contrats aidés ont ciblé les jeunes, sans effets particuliers. Quant aux contrats de générations [suppression de charges pour un jeune embauché et un senior maintenu dans l'emploi, ndlr], ils risquent de souffrir d'effets d'aubaine.

Et les accords « compétitivité-emploi », permettant de moduler salaires et temps de travail en temps de crise ?

L'idée est dans les tuyaux, et ne tardera sans doute pas à ressortir. Ici, le risque est que ces accords soient négociés de manière décentralisée et aboutissent à ces deals déjà observés par le passé : une baisse de salaire, une hausse du temps de travail, puis un licenciement au bout de deux ans. Tout sera fonction de l'encadrement de ce dispositif, qui est à la base du modèle allemand. Une autre variable pourrait être les dividendes versés aux actionnaires : s'ils restent intouchables, c'est un jeu de dupes. Il faut discuter de l'ensemble de la répartition des gains de productivité.

La solution est-elle nationale ?

Non, tout se joue au niveau européen. Fait très important, l'Allemagne commence à son tour à ralentir. Pour cause, la demande européenne, son principal marché, ralentit, plombée par l'austérité. Pour en sortir, le gouvernement français doit dire qu'il ne retrouvera pas l'équilibre budgétaire en 2013, et rééchelonner cet objectif. Malheureusement, nous n'en prenons pas le chemin.

